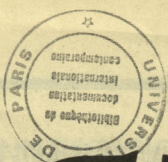


le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

29 NOVEMBRE AU 5 DEC. 1990

N° 804

10,00 F

BASTONS, PILLAGES, EMEUTES...

Banlieues blues

Quelle solution finale pour les « déchets de basse humanité » ?

MONSIEUR le substitut du procureur de la République, représentant de l'Etat, dans son réquisitoire contre les jeunes arrêtés après les manifestations lycéennes n'a pas hésité à employer des termes que n'aurait pas renié les procureurs des années 40-44. Non content de demander des peines sans aucune mesure avec les actes reprochés, il a qualifié ces jeunes de parasites de la société, les a traités de « déchets de basse humanité », d'individus qu'il aurait fallu tuer à la naissance.

« Casseurs »
et délires médiatiques

Les « déchets de basse humanité » arrêtés à ces manifestations ne sont pourtant que des victimes de l'exclusion sociale et économique qui devient le lot quotidien de dizaines de milliers de personnes : chômeurs, précaires, RMistes, smicards... jeunes et moins jeunes.

La révolte exprimée dans l'affrontement avec les policiers, la destruction de vitrines de magasins n'est pas le fait de groupes politiques organisés comme le fait remarquer le rapport de la Commission du premier ministre. Celui-ci prend le contre-pied des délires médiatiques sur la soi-disante « organisation et préparation du pillage des



bandes politiques et autres », et souligne que les inculpés sont les représentants de l'exclusion sociale qui touche de plus en plus jeunes. *Le Figaro*, *France Soir*, et *le Parisien* dans une moindre mesure ont tous souligné « l'origine ethnique » des « casseurs ». Or le bilan des interpellations diffère : peu d'immigrés sur les 103. M. Le Pen peut remercier ces journaux pour lesquels l'immigration est le facteur res-

ponsable de tous les maux de la société française. Quant à la droite, espérant secrètement un « Malik de gauche », elle a crié au laxisme... Mais comme le faisait remarquer le dirigeant des commissaires de police (eh oui !) « mieux vaut quelques vitrines brisées que des drames ». Quant à la répression, elle a été effective : un jeune au moins a perdu un œil par un tir tendu de lacrymogènes et des dizaines d'autres ont pu « goûter »

la joie des matraques. Les descentes de policiers dans les universités, dans les cités, à la sortie des gares, dans les métros depuis n'ont pas cessé. Le gouvernement s'il a voulu éviter une situation à la 1986 ne s'est donc pas montré pour autant inactif dans la répression. Répression sournoise, répression non médiatique, mais aussi efficace.

(suite p. 5)

EN CES TEMPS DE PERESTROÏKA

Impressions d'automne russe

Notre compagnon Jacques Toublet, du groupe Pierre-Bernard de la Fédération anarchiste, a eut récemment l'occasion de se rendre en Russie où il y a rencontré des

LE croiseur *Avrora* (1) est toujours au mouillage, à quelques encablures du Palais d'Hiver, ses canons de tourelle encore braqués vers le ciel. Symbole du Pétrograd révolutionnaire parce que, voilà soixante-treize années, son artillerie donna le signal de l'assaut victorieux, il est aujourd'hui soigneusement repeint de gris et sa proue s'orne de la flamme de la marine de guerre soviétique.

Quelques pas au bord de la Néva incitent à la méditation, alors que les jeunes Soviétiques tentent d'acheter des devises fortes aux ressortissants des Etats impérialistes et que des camelots vendent des reproductions des *chapka* de gros drap portées par les soldats de l'armée Rouge

au cours des années vingt, celles sur le devant desquelles est cousue une grande étoile rouge. Léon Trotski, sur une photographie souvent reproduite, arbore un tel couvre-chef alors qu'il passe en revue des troupes du jeune Etat soviétique.

On aperçoit, un peu vers l'aval, la longue flèche dorée de la basilique bâtie à l'intérieur de la forteresse Pierre-et-Paul, cette citadelle érigée pour protéger la nouvelle capitale russe des colonnes militaires suédoises et dont l'usage fut d'être une terrible prison pour les révolutionnaires.

Là-bas furent pendus les déembristes et les militants de la *Narodnaïa Volia*, dont Alexandre Oulianov, le frère aîné de Lénine, là-bas est mort Netchaïev et furent emprisonnés Dostoïevski, Tchernichevski, Gorki... Là-bas, Michel Bakounine fut incarcéré pendant six ans, de 1851 à 1857, dans un cachot du ravelin Alexéevski. Pierre Kropotkine, dans ses *Mémoires*, évoque le passé de cette bastille tsariste, dans laquelle il fut, lui aussi, emprisonné, de 1874 à 1876 : « C'était donc là la terrible forteresse dans laquelle

militants anarcho-syndicalistes de la KAS. Il nous fait part, non sans une certaine poésie, de ses impressions de voyage au « pays des soviets » !

avait péri pendant les deux derniers siècles tout ce qui faisait la vraie force de la Russie, et dont le nom à Pétersbourg n'était prononcé qu'à voix basse. »

« C'était là que Pierre P. avait torturé son fils Alexis et qu'il l'avait tué de sa propre main [...] pendant cent soixante-dix ans, les annales de cette masse de pierre qui se dresse au bord de la Néva ont été des annales de meurtres et de torture, pleines de récits d'hommes enterrés vivants, condamnés à une mort lente, ou poussés à la folie dans l'isolement des oubliettes obscures et humides. »

Russie au cœur

Autour de la citadelle, au ras de l'eau, peu à peu, s'est édifiée la nouvelle ville. Sur ses places conçues pour les parades militaires, entre les façades des palais peints de couleurs pâles, dans cette capitale construite pour exprimer la magnificence de l'autocratie et les raffinements culturels de sa noblesse, s'est produit un

des plus importants bouleversements de l'histoire. Ici, en deux révolutions, fut terrassé l'Etat tsariste, sans doute une des formes politiques les plus obscurantistes de l'époque moderne, bien que, depuis sa chute, de plus barbares encore soient apparues.

On songe aux foules brandissant des drapeaux, des banderoles et des armes, et à la troisième révolution, celle d'octobre 1917, et à tous ceux qui, en Russie ou ailleurs, allaient suivre la voie que traçaient, du moins le croyaient-ils, les soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats, tel le jeune typographe mobilisé Marcel Body qui, durant les premiers mois de 1918, allait désertier de la mission militaire française en Russie et rallier la Révolution. On songe à tous ceux qui, avec lui, se rangèrent sous la bannière de l'Internationale communiste et à l'espoir immense que fit naître la république des *Soviets* dans le cœur de tous les opprimés du monde.

(suite p. 6)

EDITORIAL

Drôle d'époque que nous vivons en vérité. Il ne se passe pas une seule journée sans que l'actualité nous livre son lot de faits insolites. En France c'est encore Le Pen qui tient le haut du pavé de la scène médiatique. Reçu, comme un ministre en exercice, par le tyran de Bagdad (ceux qui se ressemblent s'assemblent) le voilà qui débarque triomphalement à l'aéroport de Bâle-Mulhouse en compagnie d'une soixantaine d'« invités » de l'Irak. Et il y va de son petit couplet pacifiste : « la seule solution acceptable, c'est la solution négociée ». Le para assassin de la guerre d'Algérie, le trublion de la vie politique française grimé en un pacifiste de circonstance... on aura tout vu ! Ses « petits camarades » de gauche et de droite poussent alors de hauts cris : « munichois ! », « traître ! », « collabo ! ». Gageons que s'ils avaient pu y aller, eux aussi auraient accompli le périple de Bagdad... histoire d'attirer l'attention et de se voir accorder quelques bons points. D'autres « munichois » ont pris la route ces derniers temps, le social-démocrate allemand Willy Brandt, par exemple. « Nos bons amis » de la droite, RPR en tête, prompts à s'offusquer du froid entretenu actuellement par l'Elysée vis-à-vis du roi du Maroc nous feront toujours à rire. Un mauvais Saddam là-bas et un « bon » Hassan ici. Nous avions déjà remarqué la propension que l'on avait au RPR à aimer les tyrans. Souvenons-nous de Chirac, qui lors d'un séjour en Côte-d'Ivoire s'était mis à vanter les mérites du parti unique de Houphouët-Boigny. Peu après son séjour, Aïdjan connaissait l'explosion sociale avec à la clef une introduction rapide et désordonnée du multipartisme dans la vie politique.

A l'Est ça n'est guère mieux. En Hongrie l'agence de travail temporaire Manpower vient de se dégoter un premier directeur en la personne de M. Halmos, le dernier secrétaire d'Etat du Travail du régime communiste. Tout fout le camp ! Nous vivons la confusion des genres où les gros méchants se font doux comme des agneaux l'espace d'un instant, avec des arrières-pensées qui leur trottent dans la tête... où les économistes marxistes, qui ont conduit des pays à la faillite, se découvrent d'ardents capitalistes. Et puis il y a Walesa, l'ouvrier modeste (celui dont rêve le patronat) catholique, conservateur, antisémite... Futur président d'une Pologne réactionnaire... qui sait ? Aïe ! Heureusement que Maggy est partie, au moins là c'est clair... Du balai !
Domage que tous ne suivent pas son exemple.

Du côté
des squatts lyonnais
P. 5

« Le Facteur fatal »
de Didier Daeninckx
P. 7

T 2137 - 804 - 10,00 F



F° P. 2520

MOUVEMENT LYCEEN

Comprendre, à l'heure du bilan

Manque de sel, mauvaise qualité du fromage, tiédeur du four... le gros soufflé lycéen s'affaisse aujourd'hui aussi vite qu'il était monté. A l'évidence, il manquait par trop de consistance. Reste, cependant, à savoir si cette inconsistance plonge ses racines dans la nature même de la « classe » lycéenne de cette fin de siècle ou si elle est circonstancielle. Nouvelle vieillesse de la révolte, donc, ou bien éternelle révolte de la jeunesse à la recherche d'une nouvelle jeunesse de la révolution. Allez savoir ! Allons savoir.

L ENTEMENT mais sûrement la vague reflue et le fleuve lycéen, hier encore tumultueux, regagne peu à peu son lit. Une mobilisation squelettique lors des opérations sit-in, quelques centaines de lycéens le 20 novembre à Toulouse d'où était pourtant parti un appel à manifester du Mouvement apolitique lycéen (MAL), quelques rares « opérations oxygènes », la spirale de la désunion s'enrichissant d'une troisième coordination « apolitique », la fête semble désormais finie.

Cadavre exquis

Certes, une coordination nationale lycéenne unique regroupant la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), proche de SOS-Racisme... et de certains socialistes, et la coordination animée par les jeunes communistes et les trotskystes a réussi, le 22 novembre, à émerger de palabres lourds d'arrière-pensées et se propose suite à des élections à plusieurs niveaux (lycée, département, région) de réunir une assemblée constitutive le 1er décembre pour pouvoir négocier avec le gouvernement, mais, comme les référendums organisés par la FIDL les 19 et 20 novembre derniers et qui se révélèrent des bides, tout cela sent allègrement le sapin. Comme s'il se rendait compte que les discussions techniques entre experts gouvernementaux et lycéens sur la manière de dépenser la galette de quatre

milliards et d'aménager une institutionnalisation des rapports entre l'administration et ses sujets ne le concernait plus, le petit peuple lycéen boude, désormais, les consignes de sa représentation autoproclamée... qu'elle soit politique ou apolitique.

Mort sur ordonnance

Mais tout cela est-il bien étonnant ? Les revendications avancées en termes de postes d'ATOS, de pions, de rénovations de locaux, de ciné-clubs, de reconnaissance... n'ont-elles pas été en grande partie satisfaites par un président et un gouvernement étrangement bienveillants ? Et donc après la récré, l'heure n'est-elle pas à regagner les bancs de la dure, mais « incontournable », loi de la jungle de la sélection ?

Bien évidemment, il est tentant de s'esclaffer, ou, ce qui revient au même, de se morfondre devant cette jeunesse bien dégagée derrière les oreilles, qui fait dans la revendication corporatiste alimentaire et qui — « les jeunes n'étant plus ce qu'ils étaient » — refuse obstinément de remettre en cause l'institution scolaire, le système social... Fie donc, dans notre temps !

Mais ce serait à l'évidence oublier un certain nombre de choses. En premier lieu que la jeunesse d'antan si elle a effectivement contesté l'école capitaliste, le capitalisme... ne l'a jamais fait massivement et de toute façon qu'au bout d'un certain temps, qui, comme

aujourd'hui, ne brillait guère par son essence révolutionnaire. Remember camarade de Mai 68 ou de la lutte contre la loi Debré !

Ensuite que la « direction » politique et militante du mouvement assumée par un quartier de jeunes réformistes aux

calisation galopante, le désarroi des profs... expliquent que ces revendications soient restées alimentaires et corpos. Mais à court et moyen termes il est probable que tout cela ne durera pas.

Qu'on ne se y trompe pas, en effet, entre une jeunesse de plus en plus mas-

chômage. Le conflit est rigoureusement mathématique. Sans doute pourra-t-il, encore un temps, se gérer sur le mode consensuel d'un réformisme social-démocrate intelligent, mais dès lors qu'une alternative idéologique, politique et sociale commencera à émerger à l'horizon soit-disant indépassable de la démocratie bourgeoise — et elle émergera tant il est vrai que la nature a horreur du vide et que le monopole en matière d'idéologie ou de valeurs dominantes secrète inmanquablement sa contestation — il en ira tout autrement.

Ce jour là, dont — n'en seras-tu pas camarade ? — on pourrait espérer, si on commençait à s'y mettre sérieusement, qu'il puisse être le nôtre, les « petits jeunes » bien polis, bien gentils et bien clean des lycées feront place à des enrégés d'espoir se regroupant en masse dans des comités des « déchets de basse humanité » et ne se contenteront pas de piller quelques boutiquiers.

Mais nous en reparlerons.

Jean-Marc Raynaud
(gr. Bakounine)



dents longues et par quelques attardés d'une planète Marx désormais « barbelisée » de quantitatif à tout crin, s'est effectuée de mains de « maître » et avec une rapidité ne permettant guère à la logique de la spontanéité d'opérer un renversement de perspective.

Enfin que la logique réformiste d'une gestion consensuelle des conflits, qui aujourd'hui domine la scène politique, a réussi à être véritablement exemplaire et ce faisant à désamorcer un mouvement qui semblait aller crescendo.

Comme on le voit entre une mort naturelle et une mort sur ordonnance socialo-communiste, le diagnostic n'est pas aisé. Mais là n'est pas l'essentiel !

T'are ta gueule à la révo !

L'essentiel, aujourd'hui, c'est de comprendre que le phénomène lycéen a largement changé de nature depuis quelques décennies. Désormais, en effet, un peu plus de 30% d'une classe d'âge obtient le baccalauréat et on a parlé à l'horizon de l'an 2 000 d'amener 80% d'une classe d'âge à ce niveau. Même avec une diminution qualitative de l'enseignement se déroulant dans les lycées — ce qui est loin d'être prouvé si on s'en tient à ce que Baudelot et Estabret nous ont expliqué, en nous démontrant que le niveau montait — force est donc bien de constater que les maigres bataillons de la bourgeoisie qui autrefois trahissaient les places en lycées se sont singulièrement étoffés en accueillant la petite bourgeoisie, mais également une partie des classes laborieuses.

Ce phénomène, qui a été de pair avec l'incapacité du pouvoir à se donner les moyens en bâtiments, en enseignants... de sa politique, explique, aujourd'hui, la nature d'un certain nombre de revendications avancées par les lycéens. De même que l'effondrement du communisme autoritaire en tant qu'alternative, la désyndi-

sivement scolarisée et un système social qui n'a à lui offrir que la loi de la jungle, la précarité, les petits boulots et le

JUSTICE

Le désordre du droit ou la loi des plus forts

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, rares sont les voix qui osent encore hausser le ton pour dénoncer l'arbitraire politico-judiciaire et les injustices sociales, pourvoyeuses de délinquance. Nous avons rangé nos légitimes indignations dans l'armoire de nos illusions perdues, abandonnant à la seule extrême droite le discours de la contestation. Ne nous étonnons pas de son succès grandissant auprès des catégories sociales en mal de changement. Désormais, faute d'analyse socio-économique des causes réelles de la délinquance, nous en sommes arrivés à fonder nos propos et nos actions sur un principe de base qui s'accorde avec notre renoncement à la contestation : l'individu est coupable. Nous faisons nôtre cette affirmation de l'Etat et de la justice qui en est l'émanation.

Quant à l'extrême droite, elle trouve dans cette pseudo-analyse de quoi alimenter ses théories racistes en assurant que ces individus sont, bien entendu, pour la plupart, des étrangers.

Quant à nous, que disions-nous avant d'accepter de nous taire ?

Tout simplement, que la première des délinquances est celle du pouvoir en place et que le délinquant alimentaire ne fait que répondre de manière maladroite à la situation matérielle et sociale injuste qui lui est imposée par ceux qui sont chargés de gérer la vie publique, de telle sorte que, à défaut de liberté réelle et de fraternité, subsiste pour le moins un peu de cette égalité propre à rendre la dignité à tous, sans exception.

Qui est le plus voleur ? Les responsables du système, qui volent en premier, ou celui qui répond au vol ?

Nul n'a le droit de se faire justice. Certes, mais à condition qu'il existe une loi pour châtier les responsables du crime social organisé qui favorise la richesse outrée des uns et l'indigence tolérable des autres.

Nous devons l'affirmer : « accepter la théorie exclusive de la responsabilité individuelle, qu'on la qualifie de pathologique ou de psychologique, revient à renoncer à l'idée même d'un changement de société capable de restituer sa dignité à chacun ».

Culpabiliser le seul individu équivaut à ignorer le processus politico-économique à l'origine de la délinquance ; c'est (sous prétexte d'humaniser) accepter d'aménager la répression.

Gérer la prévention, c'est rechercher les causes et les combattre. A l'inverse, organiser la répression risque d'entraîner une sorte de justification des causes objectives de la délinquance.

Nous devons exiger l'application de la Constitution de 1789 au moins pour ce qui est de l'égalité. Alors seulement on pourra parler des causes individuelles de la délinquance.

N'oublions jamais que réclamer l'application de la loi consiste, en fait, à reconnaître le système. Alors que combattre le système entraîne de dénoncer les lois qui le protègent.

Enfin, puisque rien de fondamental n'a changé depuis 1981, il reste que nous devons continuer à propager l'idée simple qui se dégage de ce qui précède : rien ne bougera jamais après, si nous ne changeons rien avant.

Serge Livrozet

(Texte transmis par l'équipe de l'émission « Ras les murs »/ groupe Berneri de la Fédération anarchiste)

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde libertaire

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande unique).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

LENDEMAINS DE MANIFESTATIONS LYCEENNES

Les « déchets d'une basse humanité » face à la « justice »

Alors que les gangsters de la haute finance bénéficient de passe-droits... au point, pour certains, de finir ministres, la « justice » bourgeoise, sous la houlette de la magistrature vient de condamner lourde-

ment quelques « casseurs » rafiés au hasard des manifestations lycéennes. Patrick du groupe Berneri tient à exprimer son sentiment sur ce procédé scandaleux.

LES salauds... ils ont osé ! Ils ont osé envoyer pourrir entre quatre murs une jeunesse en manque de tout. Ils n'ont pas hésité à juger et à condamner, de manière expéditive et exemplaire une génération en panne d'espoir !

Le pouvoir et la « stratégie du pourtour »

Il ne faut pas s'y tromper. Ces jugements relèvent de ce que Michel Foucault appelait le « stratégie du pourtour » : la répression ne vise pas seulement les inculpés, ceux dont la police dit qu'ils ont cassé, elle s'adresse à ceux qui ont manifesté (le lundi 12 novembre), et surtout à ceux qui manifesteront. L'amalgame, l'arme préférée de tous les totalitarismes fait son lit dans notre société consensuelle... Désormais, tout manifestant est un casseur potentiel.

L'objectif est clair : en visant toutes les manifestations à venir et, au delà,

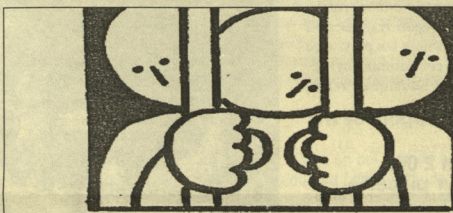
la violence sous toutes ses formes, on veut faire peur, intimider.

Faire peur à cette jeunesse si mouvante des lycées, intimider cette population si inquiétante des chômeurs et, bien sûr, satisfaire l'opinion publique, ce triste troupeau toujours prompt à déverser sa haine contre les brebis galeuses ou autres moutons noirs.

L'utilisation d'une procédure d'urgence comme le flagrant délit puis les peines incroyablement sévères prononcées, indiquent clairement qu'il n'y aura pas place dans la « douce France » pour une quelconque révolte des pierres de tous les exclus.

Il faut le crier haut et fort : la démocratie française a choisi délibérément sa frange la plus désespérée en l'envoyant en prison.

Car il s'agit bien de cela. On tentera bien de nous faire croire que c'est le seul moyen de restaurer la loi et l'ordre dans ce pays, que la sécurité des biens et des personnes est à ce prix. Mensonges ! La fureur des juges a balayé le moindre doute sur la réelle culpabilité des prévenus, les requi-



A la suite des manifestations lycéennes, les « casseurs » sont en prison... et Jean-Claude Darmon, le grand argentier, du football français, est remis en liberté, après une inculpation pour fraude fiscale. Les « gros » tapent dans la caisse... les pauvres brisent les vitrines, mais l'addition n'est pas la même. Liberté-Egalité-Fraternité : du vent... rien que du vent !



toires ont été sans nuance. Ce qui vient de se passer, à la 23^e Chambre correctionnelle du tribunal d'instance

de Paris, rappelle honteusement la justice du 23 mars 1979. Les « charognards », « tenants de l'anarchie » qui mettaient en danger « la protection de l'Etat » sont devenus les « hordes de voyous », véritables « déchets d'une basse humanité qui ne méritent ni indulgence ni intérêt » et pour qui « le contexte justifiait les peines ».

Pourquoi cette haine revancharde ? N'avez-vous rien compris ? Ceux-là n'ont plus rien à perdre car ils savent trop bien de quoi le monde crève... non pas de quelques vitrines brisées, mais plus sûrement de toutes vos logiques de guerre, qu'elles soient militaires ou économiques...

Il y a dans la France consensuelle d'aujourd'hui, aussi peu d'actifs défenseurs des droits de l'homme que de vrais résistants à l'époque de Vichy... Le totalitarisme d'Etat (fut-il de grâce !) a encore de beaux jours à vivre. D'ici là, une certaine idée de l'homme, elle, meurt !

Dame Thémis, tu es une salope ! Dans tes palais de police, il n'y a pas de justice. Il y a la loi des puissants et le droit du plus fort. Nous te crachons à la gueule !

Patrick (gr. Berneri de Paris)

EN BREF

SYNDICALISME
Une réunion publique se déroulera le vendredi 30 novembre, à 20 h, à l'initiative de la CNT, au Foyer culturel de Bart (rue Dunot), à Montbéliard.

ANTIMILITARISME
Ludovic Bouteraon, condamné le 6 décembre à 4 mois fermes pour refus du service militaire, ne reçoit plus de courrier. Malgré tout on peut toujours essayer de briser le mur de la censure en lui écrivant à Maison d'arrêt, 1, rue des Augustins, BP 485, 68020 Colmar.

BILLET D'HUMEUR

Bande de vieux cons

IL y a de cela un peu plus de vingt ans maintenant, j'avais 20 ans. Comme tous les fils de prolétaires ayant fait leur bonhomme de chemin « aux écoles » entre le mépris rugueux des petits bourgeois et la condescendance charitable mais âpre des husards noirs de la République, j'avais bien évidemment au cœur une plaie ouverte d'où suintait de-ci de-là une rancœur certaine. En clair, je m'éveillais à la révolte. A travers Brel, Brassens, Ferré...

Est-il besoin de le préciser, en ce temps là je n'avais, pas beaucoup plus qu'aujourd'hui d'ailleurs, ni inventé la poudre ni découvert l'Amérique. Je cherchais. Avec un maigre bagage de lectures disparates, trois pauvres hardes de culture politique récupérées à la sauvette, et une pleine besace de bons sentiments rimplanplan.

Bref, c'est peu dire que comme la quasi totalité de mes camarades étudiants j'ai mis le pied à l'étrier des événements de Mai 68 en cherchant tout à la fois à aménager le monde et à le changer.

Le pied à l'étrier

L'occupation du village II à Talence pour protester contre l'interdiction faite aux étudiantes de recevoir des « garçons » après 22 h puis, mais pas si vite que ça, la samba de la révolution sexuelle ; la critique austère mi-humaniste mi-lutte des classes de l'université ; puis mais pas si vite que ça, l'université critique... c'est dans la lutte, dans le mouvement, dans la vie que les choses peu à peu se sont décantées.

Pas assez vite cependant au goût de certains. Ceux de l'UNEF de la grande époque (celle de la guerre d'Algérie) ; ceux du maïsisme de la belle époque d'avant que tout le monde sache ; ceux du trotskysme de l'époque épique de l'antistalinisme rocky portant fièrement des lunettes noires sur Kronstadt... ; ceux de l'anarchisme (eh oui !) avec leur belle montre arrêtée en 36 pour la plupart...

Ceux-là, tous ceux-là, quand ils ne nous faisaient pas le coup du « pauvres petits cons » comme Ferrat nous accablait de leur expérience et de leur âge, de leur culture politique... et de leurs critiques.

« Courage à toi dans ton combat »

Et ils n'avaient pas tort. A cette époque, en effet, si j'avais... si nous avions passé le certif de la révolution ou la licence de l'anarchisme nul doute que je n'aurais... nous n'aurions été recalés pour fautes d'orthographe ou hors sujet. Comme seraient recalés aujourd'hui les jeunes lycéens qui descendent dans la rue pour protester contre l'insécurité, demander des pions, des agents de service, des crédits, des locaux... et qui comme hier s'éveillent, en fait, à la révolte contre un monde tout de sélection, de chiffres, de la loi de la jungle, de précarité, de marche ou crève, d'angoisse de l'avenir... d'un monde sans rêve, sans « âme », sans espoir, sans... !

Dans ces conditions, qui sont tout à la fois celles de l'éternelle révolte de la jeunesse et celles d'une nouvelle jeunesse (en recherche) de la révolte, on me pardonnera, à mes quarante trois balais, à mon engagement d'encore dans les rangs pâlichons et maigrichons de la révolution sociale libertaire à l'heure où tant d'autres (Serge, Régis, Bernard, Alain et les autres) se sont laissés dévorer le cœur par leur bedaine, à mon impuissance à avoir rendu plus fort, plus vivant, plus crédible l'anarchisme, à avoir su « communiquer » à plus ma révolte et mon espérance... de faire dans l'humilité en ne joignant pas ma voix à celle des vieux cons moralisateurs, donneurs de leçons et compagnie.

Pour avoir subi ce phénomène et être ainsi passé à côté de l'expérience des « anciens », dont je ne demandais qu'à profiter pour peu qu'elle ne me fut pas assenée à coups de massue, je ne tiens nullement à recommencer l'expérience à l'envers.

De ce qu'il adviendra de l'agitation lycéenne, bien dégagée derrière les oreilles, du moment, je n'en sais bien évidemment rien... Ce que je sais par contre, c'est que certains d'entre ces jeunes nous rejoindront et ce d'autant plus que nous ne leur offrirons pas le triste spectacle de vieux cons rabâcheurs.

Il y a vingt ans, je n'avais... nous n'avions rien contre les vieux mais beaucoup contre ce qui les avait fait vieillir. Aujourd'hui, il en est de même.

Alors, camarade lycéen d'aujourd'hui, alors miroir menteur, laisse moi croire un instant qu'il est possible, ensemble, en s'écoutant, de faire quelque chose contre une connerie qui hélas traverse tous les âges et pour un monde nouveau.

Courage à toi, à nous, dans ton... dans notre combat.

Jean-Marc Raynaud

La plèbe des banlieues

La plèbe des banlieues est venue troubler la tranquillité bourgeoise de votre capitale... et vous ne l'avez pas accepté ! De l'exil du quart monde, les classes dangereuses se sont rappelées à votre mémoire... et vous ne l'avez pas supporté ! Ils ont touché au symbole, ils ont profané le sacré, ils ont volé de la marchandise... et vous ne l'avez pas toléré ! Les loups (bards) sont entrés dans Paris... et vous avez eu peur !

MANIFESTATION CONTRE LE SOMMET DE PARIS

Un 19 novembre bien ordinaire

Le 19 novembre ne laissera pas de traces dans les mémoires de la contestation militante. En effet, alors que les maîtres du monde se congratulaient du côté de l'avenue Kléber, il ne s'est trouvé que quelques 10 000 manifestants, en deux rassemblements distincts, pour exprimer leur désapprobation vis-à-vis des menaces de guerre dans le golfe Persique. Le PCF, jouant cavalier seul, se réunissait de son côté. Sur la place de la République se tenaient les militants de la Fédération anarchiste, de la LCR, des Verts, une poignée de Palestiniens, en deux rassemblements distincts, pour exprimer leur désapprobation vis-à-vis des menaces de guerre dans le golfe Persique. Le PCF, jouant cavalier seul, se réunissait de son côté. Sur la place de la République se tenaient les militants de la Fédération anarchiste, de la LCR, des Verts, une poignée de Palestiniens, en deux rassemblements distincts, pour exprimer leur désapprobation vis-à-vis des menaces de guerre dans le golfe Persique.

venue du président turc T. Ozal, il faut bien avouer que les troupes des organisations françaises n'auraient pas suffi à étoffer cette manifestation.

A part les convaincus...

En effet, la LCR et la FA ne pouvaient compter que sur une présence militante traditionnelle de quelques centaines d'individus. Les Verts n'atteignaient même pas le chiffre des 50 participants. L'ensemble étant agrémenté de pacifistes de l'Union pacifiste de France, de membres du Collectif jeune libertaire (CJL), d'étudiants de la CLEA, de syndicalistes de la CNT et de camarades de l'Organisation communiste libertaire (OCL), ces derniers fermant la marche libertaire.

Vaillamment, tout ce petit monde s'est ébranlé, dans la froideur de la nuit naissante, sous le regard incrédule de la foule. Décidément, les grandes problèmes de notre temps ne semblent intéresser plus personne. On a parlé de la « Bof génération » à propos de la jeunesse. On pourrait aussi appliquer ce vocable aux adultes complètement anesthésiés. Après quatre mois de ramdam dans le Golfe, on aurait souhaité une plus grande mobilisation... une mobilisation échappant au seul cercle des convaincus.

Nous vivons des temps étranges où la menace de guerre, vue au travers de la lucarne télévisuelle comme un feuilleton, semble perdre de son horreur. C'est désolant !

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

QUEL AVENIR A L'AUBE DE L'AN 2 000 ?

Frimas d'automne syndical

ALORS que le recentrage rampant du syndicalisme poursuit son chemin (1), le syndicalisme, en lui-même, ne fait plus recette. A l'image de l'ancien leader de Solidarnosc, on a oublié les luttes, les revendications. On — c'est à dire les médias — parle des paysans, des lycéens qui posent des problèmes « valables », mais ce que pensent les salariés de l'avenir du syndicalisme n'est pas un créneau porteur...

Le front syndical du refus de la CSG n'est pas vraiment le fruit d'un vaste mouvement unitaire à la base. Chacun penserait plutôt à plumer l'autre pour être en bonne position pour l'Europe de l'an 2 000. Qu'en restera-t-il ? Souvenirs de l'âge d'or dans un univers aseptisé, où toute idée de syndicalisme indépendant sera criminalisée... ou structures de résistance élaborées à partir des luttes d'aujourd'hui ?

Un rapide coup d'œil peut paraître pessimiste quant à l'avenir... Commençons par les plus nombreux : la CGT, « repart objectif » contre les prétentions patronales. Si l'expression entre guillemets se justifie souvent sur le terrain que penser du 12^e congrès de la FSM ? Krasucki a déclaré que l'organisation syndicale internationale devait rester une organisation de combat. Soit, mais celui-ci doit-il toujours être calqué sur les positions du Parti communiste ?

C'est, somme toute, préférable à l'entreprise « lien de convivialité interclassiste » que Jean Kaspar and Co nous propose... mais les plats que nous proposons en cet automne syndical les différents boutiques n'ont rien d'emballant.

« L'an 2 000 jugera sur pièces »

La nouvelle de la démission de Margaret Thatcher n'aura été qu'une brève embellie. Les travailleurs ont d'ailleurs déclaré que s'ils arrivaient au pouvoir presque rien ne serait changé dans l'arsenal anti-syndical. Les syndicats britanniques liés au Parti travailliste baissent-ils, dès à présent, les bras ?

Certes, pour revenir à notre hexagone, il existe des lieux de résistance dans le monde du travail (2), mais que deviendront-ils face au glacier « social européen » qui se pointe à l'horizon ?

Pourtant la classe politique serait au plus bas dans les sondages de popularité, les salariés devraient prendre conscience sur la base de leurs propres intérêts... Mais dix ans de gauche au pouvoir ont fauché bien des élans de transformation sociale.

Ces quelques lignes ne doivent pas être interprétées comme l'expression d'un attentisme aggravé d'un pessimisme chronique ! Mais entre le gros dos et la fuite en avant enrobée de résolutions pointues, l'alternative existe. Des militants d'extrême gauche négocient des places dans la recomposition syndicale, d'autres s'apprêtent à la clandestinité. Tout cela n'apporte pas beaucoup de vigueur à l'avenir du syndicalisme. La solution miracle n'existant pas, on se bornera à rappeler à notre lectorat que dans le mouvement syndical, plus qu'ailleurs, la conservation de



La CGT : dernier carré des braves à l'horizon de l'an 2 000 ? © G. Fouet/AFP

structures indépendantes vaut souvent mieux que le verbalisme à la Fouquier-Tinville. L'an 2 000 jugera sur pièces.

Jean-Pierre Germain

(1) C'est bien sûr du « projet » d'une recomposition syndicale large et autour de la fonction publique dont il s'agit ici.
(2) La liste ne sera pas fournie ici. Une seule question : que deviennent les camarades du Syndicat de lutte des travailleurs (SLT) de Dunkerque ?

EN BREF

DEBAT

Le groupe « Courant alternatif » de Paris vous invite à participer au débat qu'il organise le vendredi 30 novembre, à 20 h, au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, sur le thème : « révolte lycéenne-révolte des banlieues ».

Pour animer le débat trois groupes sont invités : le « Mouvement du quartier « Jarash » de Saint-Ouen-l'Aumône et l'association de quartier « Solact » des Mureaux.

INITIATIVE

Le Collectif Guatemala organise le samedi 8 décembre « quatre heures pour le Guatemala et les Amériques indiennes ». Cette initiative se déroulera au Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone), 75007 Paris, de 14 h à 19 h. Au programme : projections, expos, débats, informations, vente d'artisanat, buffet... La participation aux frais est de 30 francs.

COMMUNIQUE

En raison de l'actualité sociale, le 5^e volet sur la contraception et l'avortement paraîtra la semaine prochaine, dans notre n° 805. Nos lectrices et lecteurs voudront bien nous en excuser. La rédaction

COMMUNIQUE

Les bibliothèques en crise

L'ensemble du personnel de la Bibliothèque centrale de prêt de la Creuse se déclare solidaire du mouvement revendicatif qu'animent les bibliothécaires-adjoints d'Etat. En effet, depuis plusieurs années, ils attendent le renouvellement de leur statut, comme l'attendent d'autres corps des bibliothèques.

En décembre 1989, le gouvernement proposait la création d'un corps de bibliothécaires (niveau Bac + 3) dans lequel tous les bibliothécaires-adjoints d'Etat auraient été intégrés. Ces propositions faisaient aussi preuve d'ouverture pour les personnels d'Etat de catégorie C. En juin 1990, Matignon, suite aux « accords Durafour » rendait un arbitrage particulièrement défavorable. La revalorisation serait sensiblement minorée et ne concernerait que peu de bibliothécaires-adjoints d'Etat. Alors, les personnels des bibliothèques ont réagi.

Aujourd'hui, au moins quarante bibliothèques universitaires sur soixante sont dans l'action et le mouvement touche dorénavant les bibliothèques municipales et les bibliothèques centrales de prêt. Le personnel de la BCP de la Creuse veut éviter de pénaliser l'ensemble du public, mais il se réserve le droit de participer à des actions revendicatives telles qu'elles ont pu être définies par d'autres bibliothèques, notamment la grève du zèle.

Le personnel de la BCP de la Creuse

(Texte transmis par le groupe May-Piquerey de la Creuse.)

ELECTIONS SYNDICALES DE L'ENSEIGNEMENT

CAPD : agir au lieu d'élire !

LES commissions administratives paritaires départementales (CAPD) sont des organismes associant l'Administration et les élus du personnel. Elles sont désignées pour 3 ans. Leur mandat est renouvelable.

Les CAPD ont à l'égard du personnel trois tâches principales :
— une fonction disciplinaire ;
— le déroulement des carrières (avancement) ;
— le mouvement des instituteurs, les détachements, les départs en stages...

Attention ! Les CAPD n'ont qu'un rôle consultatif. Elles émettent un avis et l'Administration décide.

Ceux qui siègent en CAPD sont amenés à juger leurs collègues. Selon le résultat, la vie de certains d'entre nous peut être modifiée (révoications, mutations...). C'est pourquoi des syndicalistes autogestionnaires n'ont rien à faire dans ces commissions. Accepter d'y siéger serait cautionner les sanctions éventuelles ! Par contre, rien ne nous empêche d'aller épauler un collègue convoqué devant la CAPD. Mais cette fois, en tant que défenseur et non comme juge.

Le rôle cogestionnaire des CAPD

Oltre le fait qu'elles n'aient qu'un rôle consultatif et qu'elles amènent les salariés à élire leurs propres juges, l'inutilité d'une participation à ces organismes nous apparaît d'autant mieux que certains d'entre nous

(adhérents à l'époque au SNI ou au SGEN) y ont siégé pendant plusieurs années. C'est riche de cette expérience que nous contestons aujourd'hui la possibilité d'une utilisation tactique des CAPD.

Ayant pour rôle de maintenir aux yeux des salariés l'utilité des syndicats réformistes (moins d'adhérents, mais toujours des élus !), elles permettent en même temps de désamorcer toute velléité de luttes (pourquoi se battre puisque notre élu va résoudre le problème en commission paritaire ?). Certains affirment qu'ils sont là pour vérifier si tout se passe de façon équitable. Foutaise ! Comment vérifier un document informatique de 200 pages remis trois jours avant la réunion ? D'autres avancent qu'ils fournissent rapidement des informations aux instituteurs. Réussiront-ils à aller plus vite que le minitel ? D'autres enfin certifient qu'ils exposent là des revendications. Certes ! Mais pour quel public ? Et comment se fait-il que chacun sache ce que l'autre va dire avant la réunion ?

Non la réalité pour les syndicats réformistes est toute autre. Les résultats aux élections professionnelles définissent la représentativité des syndicats, et donc le nombre d'heures de décharge et de permanents dont ils bénéficieraient. Imaginez que certains soient brusquement obligés de reprendre le chemin de l'école... On comprend leur acharnement !

En décembre 87, des instituteurs et institutrices membres de la CNT-AIT ont présenté des listes à l'occasion du renouvellement des CAPD. Ayant

clairement annoncé la couleur, en ce qui concerne notamment le refus de siéger, ils voulaient profiter des élections pour se faire connaître le plus largement possible et mesurer de façon précise l'existence d'un courant autogestionnaire dans leur milieu professionnel.

Le boycott des élections

Trois ans plus tard, et malgré des scores encourageants, le bilan est plutôt négatif. Les voix s'étant portées

sur la CNT-AIT sont, pour la plupart, restées anonymes. Face à cet effet pervers de l'électoratisme, une seule solution nous apparaît aujourd'hui cohérente : le boycott ! On n'habituera pas les gens à se prendre en charge en perpétuant les vieilles habitudes de passivité et de délégation de pouvoir... Agissons au lieu d'élire !

Eric Dussart
Individuel FA de Lille et
membre du syndicat SSE-CNT
de la région Nord.

GRENOBLE

Pour une alternative syndicale

Si certains syndicalistes enseignants — qui ont pourtant fait l'expérience du travail cogestionnaire dans le cadre des CAPD — se démarquent, aujourd'hui, en prônant l'abstention, il s'en trouve d'autres pour vouloir poursuivre un travail dans le cadre des CAPD, en adoptant des biais différents de ceux du syndicalisme traditionnel. C'est ainsi que dans l'Isère des enseignants, pour certains anciens du SGEN-CFDT, viennent de constituer une liste ayant le nom suivant : « Pour une alternative syndicale ». Leur souci est de développer un syndicalisme authentique loin d'un quelconque mandarinate.

Le PAS se veut, par ailleurs, un recours contre la désyndicalisation en milieu enseignant. Il estime que la réponse à ce problème réside dans un syndicat de terrain, reflétant la réalité des faits et des situations.

Pour en savoir plus, sur ce nouveau syndicat, où certains enseignants libertaires isérois se retrouvent, vous pouvez écrire à PAS, appartement G 201, 100 galerie de l'Arlequin, 38 000 Grenoble.

C.N.

(Texte transmis par le groupe FA de Bourgoin-Jallieu)

LYON

Le squatt de la rue Ozanam

Dans le n° 803 du *Monde libertaire*, nous avons évoqué, brièvement, des incidents survenus, le 18 novembre, dans le quartier lyonnais de la Croix-Rousse, entre squatters et flics. Les squatters de la rue Ozanam nous brossent, ici, la chronologie de précédents événements, occasionnés lors de l'ouverture de leur squatt.

La rue Ozanam est située, à Lyon, près du boulevard de la Croix-Rousse, face à la mairie du 4^e arrondissement. Le squatt fait partie d'un pâté de bâtiments avec des appartements et des locaux commerciaux vides. Le tout doit être démolé courant décembre, afin de construire des appartements luxueux et un centre commercial, dans ce quartier sujet à la rénovation.

Entre le répit et expulsion

Le 2 novembre, nous avons procédé à l'ouverture du 3, rue Ozanam. Le 6 novembre, à 9 h 30, le charmant promoteur nous envoie des ouvriers armés de pioches, pelles et de pieds-de-biche. Les agents de l'EDF, venus sur rendez-vous pour installer l'électricité, constatent qu'il s'agit d'une occupation illégale et en profitent pour enlever les fusibles et couper le gaz au niveau de la rue. Leur consigne est : « Attention squatter, exigez un bail ! ». Le lendemain, nous faisons circuler, sur le marché, un tract expliquant les événements de la veille. Le 8 novembre, les Télécoms coupent la ligne téléphonique. En réaction à ces exactions, une vingtaine de personnes occupent, pendant deux heures, des locaux EDF, afin d'obtenir la réinst-

allation de l'électricité et du gaz. L'occupation sera sans succès. Le 13, les squatters du 3, rue Ozanam, sont réveillés au marteau piqueur par des ouvriers de la société EJS. Le contre-maître prétexte un sondage de terrain, alors qu'ils creusent devant la porte d'entrée, jusqu'aux canalisations, pour les couper. Dès le départ des employés de l'entreprise, on rebouche le trou. Dans la nuit, nous construisons un mur derrière la vitrine de l'ancien commerce situé au n° 3. Il s'agit de se protéger contre d'éventuelles repréailles. Le lendemain, les mêmes ouvriers entreprennent une nouvelle tentative. Cette fois, ils visent la rue, toujours en face de l'immeuble squatté. On les jette. A 14 h, s'opère un retour en force de l'EDF-GDF et de l'EJS, avec contre-maîtres, petits chefs, huissier et flics en civil. Les occupants et ennemis de la « spéculation-rénovation » sont tous là pour s'y opposer.

Depuis ce jour, les travaux sont abandonnés, et l'huissier menace les occupants du squatt, qui se sont vus apporter l'ordonnance d'expulsion le 19 novembre. Pendant les deux semaines mouvementées, on a pu noter une relative solidarité du quartier.

Sur la Croix-Rousse, la lutte continue pour défendre des projets alternatifs.

Les occupations se font pour vivre et développer des activités en des lieux vides. Au 3, rue Ozanam, avant que n'arrive l'ordonnance d'expulsion, il était sérieusement envisagé de créer une association « Mac No » et un restaurant végétarien autogéré. Il était envisagé, aussi, la mise en place d'un local d'information, d'une permanence squatt, d'un atelier photo/dessin, l'ouverture d'une salle d'exposition et un local de musique. Autant de projets que des ordonnances d'expulsions et des incidents avec les flics risquent de contrarier.

Les squatters
du 3, rue Ozanam

Deux squatters en prison à Lyon

Suite aux affrontements de la rue Burdeau, dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 novembre, 4 personnes ont été inculpées, dont 2 toujours incarcérées pour de soi-disants coups et insultes envers les forces de l'ordre. Contre l'arbitraire policier, l'exclusion et la spéculation immobilière une manifestation est prévue le samedi 1^{er} décembre, à 14 h, sur la place de la Croix-Rousse.

BANLIEUE

Un épicier nommé Désir

Les rats quittent le navire et Leclerc quitte la zone... Si le gouvernement n'intervient pas, les jeunes banlieusards risquent d'être privés de ce qu'on osait leur présenter comme des lieux de vie : des palais de la bouffe, tenus par le roi des épiciers.

On se moque de qui ?

Dans un bel élan de lyrisme, Michel-Edouard Leclerc affirme qu'il refuse de cautionner la politique du ghetto. Étonnant : n'a-t-il pas précisément vécu de ces ghettos durant les vingt dernières années ? De qui se moque-t-il, lorsqu'il affirme ne pas vouloir passer à une idéologie sécuritaire ? Un de ses directeurs reconnaît lui-même avoir fait de ses magasins des show-rooms de l'équipement sécuritaire, avec caméras, flics dans les rayons et vigiles à la sortie. Les gamins fauchent, cassent ? Sans doute. Mais les vigiles aussi sont entrés en guerre : combien d'entre eux pratiquent un véritable « tir-au-pigeon », attirant délibérément les gamins vers des objets tentants et sous haute surveillance ? Combien de bavures et de tabassages commis par les vigiles dans ces temples de la consommation — interdite aux fauchés ?

Si l'annonce faite par Leclerc relève du coup de bluff médiatique, la sidérante intervention de Harlem Désir est un bel exemple de gestion sociale de « gauche ». Partant du principe que l'on est jamais si bien fliqué que par soi-même, il propose de faire participer les jeunes des ban-



Harlem Désir, allié surprise de Leclerc. © D. Gutekunst/AFP

lieues à la surveillance des grandes surfaces. Mieux : que les centres commerciaux sponsorisent les petites associations et clubs de prévention locaux ! En clair, que la culture, l'épanouissement, la vie sociale des quartiers soient confiés aux épiciers — auxquels on confère au passage un rôle de milice locale.

Les jeunes des banlieues sont passés, en quelques mois, du statut de « jeunes défavorisés » à celui de « casseurs », avant d'être élégamment répertoriés par les procureurs sous l'étiquette de « déchets de basse humanité ». Il a fallu des casses spectaculaires pour que l'on s'occupe d'eux, et les jeunes des banlieues voient aujourd'hui de bien sales gueules se pencher sur leur berceau.

Pascale Choisy

Quelle solution finale pour les « déchets de basse humanité » ?

(suite de la une)

En ce qui concerne la question des manifestants condamnés, un collectif a été constitué dont l'objectif est d'obtenir l'amnistie. Celui-ci va prendre contact avec l'association des « Amis de Claudio » pour que les jeunes condamnés à Vaulx, soient associés à cette campagne. Se battre pour le partage des richesses, pour le droit de vivre dignement est en effet un combat qui recouvre celui de toute la jeunesse et de toute la population.

Depuis Vaulx-en-Velin, les affrontements entre jeunes des cités et policiers sont devenus réguliers : Argenteuil, Mantes-la-Jolie, Montfermeil... Harlem Désir, quant à lui, est prêt à jouer le vigile et à défendre Leclerc, transformant SOS-Racisme en SOS-vigiles ?

L'échec du traitement socio-répressif des banlieues éclate au grand jour. Depuis 10 ans, le quadrillage par l'ilotage et la réhabilitation des quartiers n'ont pas empêché la misère et l'exclusion de progresser. Les révoltes expriment l'existence d'une situation d'apartheid social, le désir d'exister, de ne plus subir vexations et contrôles policiers quotidiens, le ras-le-bol du non-respect des droits au logement, à l'emploi, aux loisirs...

Il ne faut pas pour autant idolâtrer et mythifier cette révolte. La faiblesse du tissu social, des associations locales d'entraide, de solidarité et de lutte sur les conditions de vie, une violence qui devient l'unique moyen d'expression font que, dans un premier temps, il sera très difficile de peser sur les politiques municipales ou gouvernementales tant dans le domaine social qu'économique. On va soupçonner financièrement, on va embaucher quelques acteurs sociaux pour essayer de refermer le couvercle de la marmite.

De plus, il ne faut pas se cacher les yeux, les bénéficiaires directs de ces révoltes vont

être les formations qui prônent l'exclusion, le racisme, la répression et le rétablissement de l'ordre. Si le FN est le premier à tirer les marrons du feu, la droite a aussitôt embrayé sur les discours sécuritaires. Le PS pour garder le pouvoir ira dans le sens du vent... comme depuis 1983 et Dreux. Il nous faut donc être prudent et continuer le travail de reconquête du tissu social, multiplier les réseaux et les rencontres entre associations de terrain afin que la résistance contre l'ordre établi se renforce.

D'une seule voix les « déchets de l'humanité » disent aux politiciens de tout bord : égalité-solidarité-justice.

Cherokee

Amnistie immédiate des manifestants condamnés

Suite aux manifestations lycéennes du lundi 12 et du vendredi 16 novembre, nombreux sont ceux et celles qui ont été arrêtés au hasard des mouvements de foule.

La justice française qui ordonne des non-lieux pour des policiers assassins, pour des patrons-escrocs et qui accepte l'auto-amnistie des députés s'est une nouvelle fois de plus montrée sous son vrai visage : celui d'une justice à deux vitesses. Une pour les pauvres, une pour les riches et les puissants.

L'État, non content d'enfermer des manifestants, les traite de « déchets de basse humanité ». Les députés et les policiers assassins seraient-ils « l'élite de la haute humanité » pouvant ainsi bénéficier d'une justice différente, entièrement à leur service ?

Les manifestants inculpés doivent être amnistiés immédiatement ! Nous ne reconnaissons pas cette justice à deux vitesses et cette justice d'exception !

Collectif pour l'amnistie des manifestants condamnés

Du matériel (tracts, pétitions et cartes postales) sera disponible à Réflexes, 14 rue de Nanteuil 75013 Paris. Pour des chèques de solidarité, mettre à l'ordre de Réflex avec au dos « solidarité amnistie ».

PROCÈS EN CORRECTIONNELLE

Des skins lillois en accusation

Le 19 novembre, il y a beaucoup de monde au tribunal de Lille. A l'entrée des militants du SCALP et du groupe Humeurs noires de la Fédération anarchiste tiennent une banderole sur laquelle on peut lire : « Patrick Le Mauf tué le 1^{er} octobre 1988 par des néo-nazis, plus jamais ça ! ». On juge, en effet, ce jour là, la bande de skins accompagnant Christophe Lhorte, dénommé « Neurone », qui avait, d'un coup mortel de « Doc Martens », défoncé le crâne d'un jeune sans-domicile-fixe (SDF).

La bande, comprenant Arnaud Pattin, leader du GUD (Groupe Union Défense) à la faculté de Lettres de Lille III ; Sébastien Collart, étudiant en droit ; Franck Van Lemmens, actuellement sous les verrous pour attaque à main armée ; Olivier Guivilliers et Sophie Plessis dite « Toxine », actuellement en fuite, était inculpée de non assistance à personne en péril. Marc Grubica était, quant à lui, inculpé d'avoir aidé « Neurone » à disparaître en cachant les habits, un peu trop voyants, de celui-ci. Christophe Lhorte sera jugé prochainement aux assises de Douai pour son coup mortel.

Les faits reprochés

Le 1^{er} octobre, le groupe de skins s'était retrouvé dans un appartement lillois. Après un après-midi émaillé de quelques agressions contre des blacks, nos nazillons se sont enivrés de bière et de vin blanc additionné de sucre. Vers 20 h, la bande quitte l'appartement pour aller chercher des cigarettes, disent-ils à l'audience, pour casser du marginal ou de

l'Arabe, vraisemblablement. En traversant le square Richebé, situé à deux pas de la préfecture et du secteur piétonnier, leur route rencontre celle de Patrick Le Mauf. Celui-ci somnolait sur un banc. Christophe Lhorte, qui même chez les skins passe pour un fou (sic), lui décoche un coup de « Doc Martens » à la tempe, qui lui défonce le crâne et lui perfore le cerveau. Patrick Le Mauf succombera quelques heures plus tard.

Les skins s'enfuient, alors, vers leur appartement et se sépareront au petit matin, le plus banalement du monde.

Le procès : le mouvement skin est-il musical ?

C'est donc deux ans après cet acte ignoble que la bande comparait devant le Tribunal correctionnel de Lille. Afin de convaincre qu'ils ont rompu avec la mouvance skin, tous ont troqué leur « bomber » et les « Doc Martens » contre des vestes et des chaussures classiques. Nous, skins ? Allons donc, en fait, il n'en est rien ! Il y a quelques jours, à peine, Arnaud Pattin agressait des militants du SCALP, avec un comparse, à la faculté de Lettres. Notre néo-nazi en herbe ne rechigne pas à se balader avec des insignes du Ku-Klux-Klan.

Le système de défense fut simple. Tous diront, au cours d'un procès de plus de trois heures, qu'ils n'ont rien vu, rien entendu, rien fait. Aucun ne manifesterait un regret quelconque pour la mort de Patrick ou pour son appartenance au mouvement fasciste.

La défense tentera — par l'intermédiaire d'un avocat de gauche — de minimiser le rôle de la bande et essaiera de démontrer que le mouvement skin-head est avant tout un mouvement musical de jeunes. Effarant et affligeant. Un autre avocat parlera de mauvaise influence, entretenue par la lecture de diverses publications d'extrême droite. Un autre mettra l'accent sur l'erreur de jeunesse, tous se refuseront à faire le procès du mouvement skin et de l'intolérance qui mène au crime. Le procureur demandera deux ans de prison ferme pour chacun. La partie civile, la mère de Patrick Le Mauf réclamera 100 000 F de dommages. Le tribunal rendra son verdict le 26 novembre.

Nous devons rappeler que ce ne sont pas les seuls actes de violence commis par la bande. Certains de ses membres avaient déjà été condamnés suite aux ratonnades de Rouen, il y a deux ans... ratonnades survenues à la sortie d'un concert. Certains s'adonnent toujours à des agressions, aussi diverses que multiples, à Lille et en Belgique : attaque à la braderie de Lille contre le stand du SCALP en 1989 ; agression contre des blacks, des beurs, des babas-cools, des étudiants...

Tous les militants antifascistes se doivent d'être vigilants et de dénoncer cette banalisation de la violence physique ou verbale à l'encontre de boucs émissaires, qu'ils soient noirs, arabes, juifs, homosexuels ou punks. Nous devons veiller à ce qu'il n'y ait « plus jamais ça ! ».

José Da Costa
(gr Humeurs noires de Lille)

Impressions d'automne russe

(suite de la une)

D'autres manifestations, aujourd'hui, se produisent sur la perspective Nevski et la place du Palais d'Hiver. Celles de ce dernier 7 novembre expriment les forces en mouvement dans la nouvelle Union, la nouvelle Russie.

La commémoration d'Octobre à Leningrad

Le Parti communiste et les Komsomols occupèrent la grande place dès la fin de la matinée, à l'issue d'une prise d'armes parfaitement réglée de la garnison. Un décorum déjà vu cent fois, et commun à toutes les organisations sœurs du PCUS, présidait à la manifestation : drapeaux rouges, ballons, orateurs parlant au nom des diverses parties de la population. A la tribune du palais, une délégation de la marine se tenait au côté du président de la cérémonie et présentait le drapeau de son unité au rassemblement des communistes de Leningrad. La force militaire rappelait par cette présence qu'elle était le garant des pouvoirs du parti. On parlait souvent, dans les jours qui précédaient ce soixante-douzième anniversaire de la prise du pouvoir par les bolchéviks, de l'éventualité d'un coup d'Etat militaire ; nos camarades de la Confédération anarcho-syndicaliste (KAS), au cours de leur congrès des 3 et 4 novembre 1990 (2), discutèrent de cette hypothèse et retirèrent l'orientation de répondre à un putsch — ou de tenter de le faire — par une grève générale non violente. La crainte de la guerre civile est très vive, et tous les militants expriment leur

préoccupation d'éviter les affrontements armés.

La troisième manifestation, celle de l'opposition, eut lieu l'après-midi. Comment la décrire? Populaire, aux groupements très divers, elle paraissait surtout déterminée, presque ardente. Les drapeaux aux couleurs nationales russes — blanc-bleu-rouge en bandes horizontales — dominaient ses rangs, du groupe de la Russie démocratique aux monarchistes qui fermaient le cortège. Parmi ces derniers, se côtoyaient des portraits de Nicolas II, des croix orthodoxes et des insignes religieux. Les pancartes stigmatisant les communistes étaient omniprésentes. L'une d'elles inscrivait *Pravda* à l'intérieur d'une croix gammée. Beaucoup de congratulations pour Eltsine et d'injures pour Gorbatchev. Sur les trottoirs encombrés, un grand concours de monde lisait attentivement les calicots et observait les manifestants; les policiers, la milice, encadraient le défilé, un peu nerveux — ici, les manifestations de l'opposition ne sont pas encore devenues une habitude... Des voix policières, qui nous furent traduites, venant des haut-parleurs de la place, déconseillaient, dans les minutes qui précédaient l'arrivée de la tête de la manifestation sur la grande place, de participer à cet attroupement parce qu'il allait dégénérer en affrontement avec les forces de l'ordre.

Karim, un étudiant kazakh aperçu à la fin du meeting des communistes, nous traduisit en anglais quelques banderoles puis nous montra un groupe d'une soixantaine de personnes portant des drapeaux noirs : « *Voilà les anarchistes !* » L'un d'entre eux vendait des journaux à la criée. Avec des

kopecks prêtés par Karim, nous lui achetâmes le journal de la KAS de Leningrad, *Anarchia*...

Nous essayâmes d'exprimer à Karim l'idée suivante : Dans cette manifestation de l'opposition, la seule opinion de gauche qui s'exprime est celle des anarchistes. Ici, nous répondit-il avec une ironie un désabusée, *les valeurs politiques sont inversées, le capitalisme est la gauche et les communistes la droite*... Karim paraissait surtout préoccupé par certains nationalistes russes et leurs rêveries guerrières de conquête-razzia de l'Ouest, ainsi que par l'éclatement éventuel de l'Union. « *Que deviendrait, en ce cas, le stock de bombes nucléaires ? Les nouveaux Etats ne seraient-ils pas tentés de les utiliser dans leurs querelles de frontières ou pour faire pression sur les nations riches ?* » En outre, la pérestroïka ne l'agréa pas vraiment, parce qu'elle a donné naissance, affirma-t-il, aux grandes difficultés que rencontrent les citoyens pour se ravitailler.

Déjà, nous avions entendu une opinion presque semblable alors que nous attendions d'entrer dans la forteresse Pierre-et-Paul, celle d'un homme d'une quarantaine d'années, membre du PCUS, qui se déclarait physicien :

« *C'était mieux avant, disait-il, mieux sous Staline et Khrouchtchev, pour le pays et ses habitants; le premier se développait et les seconds trouvaient du pain !*

— *Et la répression sous Staline, lui fut-il opposé ?*

— *Ce n'est pas sous le temps de Staline que commencèrent les emprisonnements et les déportations mais lorsque Lénine dirigeait la révolution !* »

Faut-il voir dans cette affirmation, au demeurant exacte, un effet pervers du culte universel rendu à Vladimir Ilich ?

Lénine est partout : statues, portraits, effigies, affiches, insignes... On l'aperçoit en tous lieux, le visage stylisé ou représenté en pied selon les critères du réalisme socialiste, haranguant les masses, écrivant sur un coin de table, marchant dans une rue coiffé d'une casquette toute simple. Le PCUS et l'Etat soviétique utilisent Lénine comme héros fondateur et figure centrale d'un nouveau panthéon.

Le voyageur, lorsqu'il entre dans le mausolée où repose la dépouille mortelle du créateur de l'URSS, au pied des murailles du Kremlin, se trouve soudain plongé dans ce qui semble être une film muet d'Eisenstein qu'on aurait colorisé. Sa mise en scène implique le silence et le recueillement de la foule qui serpente vers le gisant, traversant des pièces vides de forme géométrique entre de jeunes hommes impeccablement sanglés dans de longues capotes grises d'uniforme. En montant pas à pas l'escalier qui tourne autour du sépulcre de verre, chacun ne communique, dès cet instant, que par le regard avec ses voisins, avec les gardes, avec cet homme immobile aux yeux clos, vêtu d'un habit du début de siècle, qui repose dans cette crypte aux murs décorés de mosaïques figurant des forêts de drapeaux rouges déployés dans le vent.

Mythologie léninienne et consommation

Le culte rendu ici, celui du révolutionnaire socialiste, du jacobin, de l'internationaliste, appelle à la lutte et à la subversion du vieux monde; son romantisme austère est celui de la révolution victorieuse (3).

Quel contraste avec la ville elle-même, ses immenses places, ses élégants palais, ses immeubles vieillissants et décrépis, ses monastères et ses églises — et son peuple !

Ici, au cœur de Moscou, entre le Kremlin, l'hôtel Rossia et son campement de contestataires venus demander justice, le marché de l'Arbat et ses trafics divers, l'échec de la révolution est presque palpable. Il y a la vieille Russie de la vraie foi orthodoxe et celle des vieilles femmes qui sans cesse nettoient le monument aux morts de la guerre contre les nazis; il y a l'interminable recherche des habitants pour se nourrir, pour se vêtir, pour tout.

Queue disciplinée pour rendre visite à Lénine; queues massives, qui obstruent les entrées, pour pénétrer dans tel ou tel magasin, queue pour choisir, queue pour payer...

Avec Alexis et Olga, et quelques Moscovites, un soir de pluie froide, nous attendons plus d'une demi-heure pour entrer dîner dans un restaurant vide; ceux qui y travaillent font la pause. Lorsque, plus tard, nous sortons, la queue est encore là, bien qu'à l'intérieur des tables soient toujours libres. Des places sont inoccupées, malgré la demande, parce qu'une partie des denrées est détournée par le personnel pour être vendue au *marché noir* (4). « *Là où nous sommes, continue Alexis, il y avait, trois ans auparavant, trois fois plus de lumière; nos villes sont devenues bien sombres. L'ancien système de commandement administratif ne fonctionne plus, aucun autre mode de gestion n'est venu encore le remplacer; la situation est grave. Si l'hiver est rude, une explosion se produira peut-être au printemps. Pour ne citer*

qu'un seul exemple, les initiatives de Popov, le nouveau maire libéral de Moscou, sont gênées par les divers services intermédiaires de la municipalité qui pratiquent une obstruction quasi systématique. » Olga, étudiante en français, nous affirme qu'elle perd une grande partie de son temps pour s'approvisionner.

Tous ceux que nous avons rencontrés formulent la même conclusion : il faut que cela change. Alexis, sous forme de boutade, résumait le problème en déclarant que le système actuel de l'Union soviétique avait fait faillite. « *Après chaque banqueroute, il y a dévolution des biens. Qui va s'en porter acquéreur, le capitalisme ou les collectifs de travailleurs ?* » Avec des syndicats libres, ajoute Lev, du SMOT.

Nous ne pouvons oublier, pourtant, cet homme âgé, ressemblant à un prophète, rescapé de nombreuses années de goulag et de la guerre contre l'Allemagne nazie, et qui nous tint cet étrange discours : « *Le caractère national russe, affirma-t-il, oscille entre la révolte et la soumission. La démocratie ou l'anarchie, dans les conditions actuelles, ne peuvent que déboucher sur une guerre civile. Pour éviter ce risque majeur, je me déclare aujourd'hui partisan d'une monarchie décentralisée.* » Lorsqu'il était au goulag, il était anarchiste, « bakouniniste », nous précisa-t-il. Maintenant, il était monarchiste. La restauration pourrait se faire aux moindres frais par une action rapide et mesurée de l'armée. Y a-t-il, parmi les maréchaux soviétiques, un Monk des Romanov (5) ?

Qui pourrait prédire quelle bannière flottera, dans les mois et les années à venir, sur les tours du Kremlin ?

Jacques Toublet.

GRANDE-BRETAGNE

Thatcher is out !

ENFIN ! Elle est partie ! Après onze ans et demi de pouvoir absolu, ponctué de trois victoires électorales, on finissait par ne plus croire qu'elle partirait un jour. A l'heure où vous lirez ces lignes, Margaret Hilda Thatcher ne sera plus le premier ministre de sa majesté Elisabeth II, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Bien sûr, le fait qu'elle ait été contrainte à démissionner par la volonté de la majorité de ses partisans au parlement, et non chassée du pouvoir par ses adversaires (Et elle s'en ait fait beaucoup, et des déterminés), gâche un peu le plaisir, mais ça fait du bien quand même !

Les années noires

D'ordinaire les anarchistes ne se focalisent pas sur une personne et dénoncent, par delà tel ou tel politicien, tout gouvernement, tout Etat. Mais Thatcher, c'était quand même une certaine idée de l'Etat... une certaine manière de gouverner. En France, les gouvernements, de gauche comme de droite, essaient d'obtenir un consensus sur leur politique : on consulte, on contractuellement, et lorsque ça pète, on essaie de récupérer, on nomme un médiateur, une commission d'enquête ou de contrôle ; bref on essaie de prévenir les incendies ou de les éteindre. Thatcher, elle, gouvernait par l'affrontement, allumait les incendies : — en Irlande, où après avoir laissé mourir de grève de la faim Bobby Sands et neuf de ses camarades, elle essaiera par tous les moyens d'écraser la résistance républicaine (exécution sommaire d'opposants, utilisation de repentis à

l'italienne, utilisation massive de balles en plastique pour terroriser la population, couverture d'erreurs judiciaires...). Sur le plan politique c'est un échec, le mouvement républicain étant beaucoup plus fort maintenant qu'il y a douze ans ; — contre le mouvement ouvrier, en revanche, elle remportera d'importantes victoires. Chacun se souvient de la grande grève des mineurs de 1984-85. Un conflit qu'elle avait planifié d'avance, en stockant d'énormes quantités de charbon. A grands coups de législation anti-sociale : limitation des grèves de solidarité, vote des grèves à bulletins secrets, gel des avoirs des syndicats... elle cassa le pouvoir syndical en Grande-Bretagne ;

— contre l'immense majorité de la population, enfin, avec la Poll tax, l'impôt par tête, qui fait qu'un chômeur dans un taudis paye les mêmes impôts locaux qu'un landlord dans son château. Une immense grève des paiements s'organisa, d'importantes manifestations dégénèrent en émeutes.

Cette fois, elle est allée trop loin. Elle s'est définitivement aliénée les travailleurs de l'industrie, les chômeurs des vastes friches industrielles désertifiées, dont les conditions de vie contrastent tant avec celles de la bourgeoisie et des classes moyennes, qui se sont enrichies sur le dos de ceux qui se sont appauvris grâce à sa politique. Le livage est vraiment trop obscène... bien plus criant encore qu'en France. Thatcher est lachée, enfin, par les conservateurs les plus modernistes. Conservateurs qui estiment que l'unification européenne est inéluctable, et qui pensent que le pays court à la récession. Thatcher s'est, donc, résignée à partir. Elle laisse un pays profondément divisé, dont les travailleurs n'ont connu que le « sang et les larmes », mais un pays où des luttes formidables se sont déroulées et se dérouleront encore. Un pays où une véritable conscience de l'affrontement a pris forme. Gageons que son successeur se le verra rappeler.

Denis Marchand
(gr. Francisco-Sabaté)

ERRATA

Dans le n° 803 du *Monde libertaire*, plusieurs erreurs ont émaillé l'article de Denis Marchand : « Un prisonnier républicain extradé vers la Grande-Bretagne ». Tout d'abord, un morceau de phrase a été occulté en fin de second chapitre, par le clavette. Il fallait lire la dernière phrase dudit chapitre, ainsi : « *A noter que c'est cette même convention qui s'applique en France, et que les premiers prisonniers à l'avoir subi sont trois prisonniers irlandais : Pauline Drumm, D. O'Kane et Patrick Murray, dont la décision d'extradition est entre les mains de Rocard. Un précédent dangereux, donc...* »

Il est à noter, par ailleurs, que contrairement à la conclusion de cet article, caractérisée par l'obscur phrase : « *Pour toutes ces raisons ne laissons pas Desmond Ellis mourir.* » Desmond Ellis ne risque en aucun cas de décéder... dans la mesure où il a arrêté la grève de la faim — commencée le 10 octobre —, à laquelle nous faisons si maladroitement allusion en écrivant cette ligne.

On peut continuer, malgré tout, à manifester sa solidarité avec la cause irlandaise en contactant « Solidarité Irlande », 14, rue de Palestine, 75019 Paris.

La rédaction

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Jeu**di 29 novembre
 — « **Flagrants désirs** » (19 h 30 - 20 h 30) : Gilles Cerisay et ses invités du Café de la danse.
- Vend**redi 30 novembre
 — « **L'invité du vendredi** » (19 h - 21 h) : débat sur l'immigration autour du livre de Monique Zerdoun, *La Rue de la mémoire fêlée*.
- Sam**edi 1er décembre
 — « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité de la semaine.
 — « **BDDA et Cie** » (18 h-19 h 30) : en direct du festival BD de Blois.
 — « **Y'en a pas un sur cent** » (19 h 30 - 21 h) : les anarchistes des années 90 parlent, avec Francesca de l'Union anarchiste (UA).
- Dim**anche 2 décembre
 — « **L'Imaginaire** » (22 h - 23 h) : le français écorché.
- Mardi** 4 décembre
 — « **Blues en liberté** » (10 h - 12) : Zydéco et blues.

DOCUMENTAIRE

« Un Autre futur »

A l'occasion de la sortie au cinéma Jean-Vigo, à Bordeaux, du film *Un Autre futur*, la Fédération anarchiste, étroitement associée à sa diffusion sur la ville, vous invite à participer au débat qui clôturera la première séance le vendredi 7 décembre, à 20 h, avec la présence du réalisateur, du scénariste, d'historiens et de nombreux témoins de la révolution espagnole.

A l'origine de cette œuvre, la volonté d'anarcho-sindicalistes exilés en France, acteurs de la guerre et de la révolution de 1936 en Espagne, de dire leur participation de l'histoire. La révolution libertaire espagnole se déroule dès les premiers jours du soulèvement militaire de juillet 36. Elle est le temps fort du mouvement d'émancipation sociale qui prend ses racines avec le début de la société industrielle. Elle s'affirme avec la CNT (Confederacion Nacional del Trabajo) qui compte, en 1936, quelques 800 000 adhérents et la FAI (Federacion Anarquista Iberica).

C'est pourquoi, là où les forces frankistes sont neutralisées, la grande majorité des ouvriers et des paysans mettent en pratique un « programme » radical : nouvelles modalités d'échanges de biens, collectivisation des terres et des entreprises, émancipation des femmes au travers du mouvement « Mujeres Libres », transformations culturelles...

Ces événements restent, aujourd'hui encore, méconnus du « grand public ».

Un autre futur est le premier film documentaire long métrage qui retrace, à travers des témoignages et des archives cinématographiques inédites, une histoire des anarcho-sindicalistes espagnols de la fin du 19^e siècle à 1945.

A une époque marquée par l'effondrement du communisme totalitaire, une nouvelle analyse de l'anarchisme est-elle possible ? Ce film éclaire d'un jour nouveau, les nombreuses zones d'ombre, de l'histoire officielle, qui ont trop souvent occulté le rôle des anarchistes.

Jean-Jacques Real

Un Autre futur (V.O. sous-titré en français). Du 7 au 18 décembre au Trianon-Jean-Vigo, 6, rue Franklin, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.44.35.17.
 Entrée : 29 F, tarif réduit : 22 F, scolaires (les matins) : 17 F.

Chansons, musique, expos, conteur, films... avec Koumbi (l'Afrique à Paris), le samedi 1^{er} décembre, de 15 h à tard dans la nuit, au 14, rue de Nanteuil (M Convention), 75015 Paris. Fête parrainée par Radio-Libertaire (89.4 FM)

ERSKA Productions présente le jeudi 13 décembre

Alain Aurenche

Spectacle à 20 h 30. Entrée : 80 F (réduction sur présentation de la carte de Radio-Libertaire : tarif 60F).

Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes (M^o Bonsergent), 75010 Paris. Tél. : 43.60.79.18

Le restaurant associatif

« Pain, roses et chansons » vous propose,

le samedi 15 décembre, à 21 h 30,

un spectacle du chanteur Walter Anice.

Participation aux frais : 40 francs.

Restaurant « pain, roses et chansons »,

40, rue des Vignes, 94230 Cachan.

Tél. : (1) 46.63.51.98

LITTÉRATURE
Didier Daeninckx, le récidiviste

AVEC *Le Facteur fatal*, qui vient de paraître chez Denoël (1), Didier Daeninckx nous livre, dans un genre quelque peu hybride à mi chemin entre le roman et la nouvelle, la suite et la fin des aventures de son célèbre inspecteur Cadin. L'inspecteur Cadin, c'est ce flic plutôt déboussaillé, sinon déboussolé, passablement désabusé, présent dans plusieurs des précédents ouvrages de l'auteur (*Mort au premier tour*, *Meurtres pour mémoire*, *Le Géant inachevé*...), qui s'obstine, envers et contre tous, à défendre une certaine conception de la police. Pour lui, les policiers sont au service des citoyens, de tous les citoyens s'entend, et que les « bavures » sont inacceptables. Il ne tolère pas les propos racistes de ses collègues et les protections dont jouissent bien des personnalités l'indignant. Avec une telle mentalité, il va de soi que ses mutations professionnelles sont fréquentes.

Un drôle de flic

De Strasbourg à Hazebrouck, de Toulouse à Aubervilliers, Didier Daeninckx le suit pas à pas. Il trace ainsi une sorte de biographie d'un singulier personnage qui, pour tout flic qu'il soit, tente de se montrer humain. Mais l'inspecteur Cadin a contre lui les règles propres à l'institution policières, qui ne passe pas pour accueillir uniquement des enfants de cœur dans ses rangs, et les règles sociales, où l'argent est souvent la valeur suprême. Ses enquêtes l'amènent à soulever nombre de ces scandales qui, sauf exception, ne feront jamais la une des journaux : le racisme quotidien dont sont victimes les travailleurs immigrés dans notre beau pays des droits de l'homme ; la misère de toute une frange de la population laissée à l'écart du développement harmonieux de notre florissante économie ; la misère encore, mais sexuelle cette fois-ci, sur la quelle les « conseillers en communication » et autres spécialistes du « parler vrai », ceux qui nous prônent le « chacun chez

soi, chacun pour soi », n'ont pas songé à se pencher...

De fait, se rendant compte qu'il est à son tour une victime parmi tant d'autres, l'inspecteur Cadin se refuse à jouer le rôle du flic assumant sa fonction coûte que coûte sans se poser de questions : il devient un avocat, voire un magistrat. Il accuse, implacable. Ce monde va mal et les responsables de cette situation sont connus, constate le lecteur au fur et à mesure des diverses enquêtes. Les responsables ? Ce sont ceux qui nous gouvernent et nous trompent sans scrupule aucun, ce sont ceux qui agissent dans l'ombre, tel ce chef d'entreprise qui n'a qu'un souci : le gain ; tel ce prétendant politique qui n'a cessé de désigner des boucs émissaires afin d'asseoir son pouvoir sur un monde qui irait encore un peu plus mal... On comprend que les supérieurs de Cadin soient parfois excédés par ses continues récriminations ! A l'écouter, ne faudrait-il pas revoir de A à Z les structures de cette société ? Or, les policiers ne sont pas là pour faire avancer les choses, en l'occurrence ces structures génératrices d'inégalités et d'injustices que l'inspecteur pointe du doigt, mais au contraire pour veiller à leur stabilité ! Ajoutons à cela que Cadin a subi un profond traumatisme dans son enfance, ce qui ne saurait l'inciter à plus d'optimisme...

Il ne reste qu'une solution à ce serviteur des forces de l'ordre, cet ordre fondé sur une impitoyable coercition qu'il excère, lui qui se refuse à jouer au héros : rejoindre cette compagnie qu'il poursuit d'enquête en enquête... la

mort. Précisons tout de même que cette solution a l'aval de son écrivain de père. « *A chaque fois que ce personnage prenait place dans une de mes histoires, je m'apercevais que l'intrigue était jouée. Il avait une personnalité tellement forte, un fonctionnement tellement précis, il était une telle conscience malheureuse, qu'il gangrenait toute l'histoire dès l'instant où il apparaissait* » avoue d'ailleurs Daeninckx, dans une interview publiée dans le second volume de *Polar : mode d'emploi* (2). Il jure même ses grands dieux que Cadin ne reviendra jamais semer la zizanie au sein de la police. Que cela n'inquiète pas trop ses lecteurs : dans *La Mort n'oublie personne*, l'auteur n'a pas eu besoin de l'inspiration de son inspecteur pour déceler l'injustice là où elle se nichait. Parions qu'il en sera de même dans ses prochains ouvrages. En attendant, ce *Facteur fatal* est un bel exemple de ce que peut être un « roman noir » intelligent, s'intéressant aux problèmes sociaux contemporains.

Thierry Maricourt

- (1) Prix : 89 F.
- (2) Ed. Encrage.

FORUM

Didier Daeninckx, auteur du *Facteur fatal*, sera à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) le samedi 1^{er} décembre, à 16 h 30.

INITIATIVE

Rap et tags en amphis

L'université Paris VIII de Saint-Denis vient de prendre une initiative originale : celle de faire entrer la culture hip-hop dans le cadre de l'enseignement.

Ainsi, sous l'impulsion de quelques profs les tags et le rap débarquent en force au sein de la faculté. Les vieux barbons, habitués ronchons et réactionnaires dans l'âme, y verront un nouveau signe de la décadence de notre système éducatif... surtout en cette période de contestation lycéenne. Les autres, ouverts aux nouvelles formes d'expressions, y verront une bonne mesure... une sorte de reconnaissance d'un phénomène social, expression urbaine des jeunes des banlieues... expression reprise, depuis, par un peu toute la jeunesse.

Support de cette initiative le cours d'ethnovidéo, intégré au département Sciences de l'éducation... cours, mais surtout lieu de rencontres, carrefour d'expressions pour les étudiants, les auditeurs libres et les... lycéens.

Les tags sortent du ghetto culturel où les confinent les arts reconnus, que certains qualifient de bourgeois. Désormais les ZUP et les rames du métro parisien ne seront plus les seules à bénéficier des graffitis. Certes, on aime ou on aime pas ! Couche d'ozone en péril à cause des « bombes » de peinture, esthétique et propreté... sont autant de raisons pour condamner les taggeurs.

Le rap qui ne se trouve pas encore au cœur de quelconques festivals, s'échappe, lui, des caves HLM pour résonner entre les murs de béton d'amphis trop grands et de salles de TD trop petites.

Environnement de masse, Paris VIII se devait d'accueillir la culture de masse. Une culture qui, quelque part, s'inscrit en droite ligne avec la culture ouvrière — réelle ou mythique — de nos grands parents... sauf que faute d'usines, la culture hip-hop est marquée par les friches industrielles refuges des jeunes chômeurs.

Claude Nepper

MUSIQUE

« Blues en liberté »

A l'heure et au jour où vous lirez ces lignes, il sera tout juste temps peut-être de courir au jazz club du Méridien pour écouter Rockin Dopsee et son Zydéco band. Les Parisiens pourront se consoler en écoutant « Blues en liberté » du 4 décembre sur le thème suivant : « Louisiane et blues à l'accordéon ».

D'un lieu à un autre

Pour une fois n'est pas coutume (être en avance d'un an), on signalera du piano blues, en janvier, au jazz club Latitude Saint-Germain. Du 17 au 19, il y aura Guillaume Petite, Vince Wéber (il a joué avec Chuck Berry) et les Boogie Boys (Jean-Pierre Bertrand et Enzo Maccio Trio). Au festival Jazz et Polar, le 30 novembre au SEL (47/49, Grandrue, Sèvres), à 20 h 45, il y aura, outre le Louis Silavis quartet, un duo avec Alain Jean-Marie au piano et le « légendaire nordique » Niels Herring Orsted Pedersen à la contre-

basse. Ce festival a déjà commencé depuis le 20 novembre (Patrick Fradet quartet, film sur Gil Evans...) avec en toile de fond les rapports entre l'écrit et la musique de jazz. Une exposition photo : « Les routes du blues » agrémentant le tout (pour tous renseignements et réservations, téléphonez au : 45.34.28.28)

A Bagneux (Hauts-de-Seine), le rendez-vous annuel est le samedi 8 décembre, à partir de 19 h 30 (Salle des fêtes de Bagneux, rue Charles-Michel [RER ligne C Bagneux-Port-Royal]). Entrée 130 F. Pour commencer on aura droit au désormais célèbre Bagneux blues contest, puis à Jimmy Johnson blues band, Byther Smith, Johnny B. Moore pour le Chicago blues. En fin de spectacle, le Philippe Walker band avec Teddy Reynolds conclura pour évoquer le périple de la Louisiane, avec l'orchestre de Clifton Chenier, jusqu'à la côte Ouest !

Thierry (« Blues en liberté »)

C'est l'histoire d'un chanteur uruguayen qu'on a toujours vu aux côtés des ouvriers des faubourgs de Montevideo. C'est l'histoire d'un poète qui est aussi un propagandiste révolutionnaire. C'est un troubadour dont les racines plongent au plus profond de la culture libertaire. En décembre, il sera à Paris.

DIMANCHE 9 DECEMBRE 1990 A 15H.
Récital
CARLOS MOLINA

Local Confédéral
 33 rue des Vignoles
 75020 PARIS

Venez nombreux!



RENDEZ-VOUS

LE MANS

La liaison FA du Mans tient une vente du *Monde libertaire* le samedi de 16 h 30 à 17 h 30, place de la République et le mercredi de 12 h à 13 h, au restaurant universitaire et une permanence à la Maison des associations (4, rue d'Arcole), le samedi de 15 h à 17 h.

LYON

Le groupe Kronstadt diffuse son émission « Idées noires » tous les mardis de 13 h à 14 h sur Radio-Canut (102,2 FM).

Le groupe tient ses permanences à la librairie La Plume noire, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

TOULON

Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires organisent le vendredi 7 décembre, à 20 h, à la salle Mozart de Toulon, une projection du film *Ecoutez Jeanne Humbert*, un film de Bernard Baissat, suivi d'un débat : « Du malthusianisme au Planning familial », animé par Francis Ronsin, qui dédicacera son livre, *Le Sexe apprivoisé*, à cette occasion. Entrée libre.

ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion publique le 1er décembre, à 14 h 30, à la Halle-aux-Toiles, sur le thème de la crise du Golfe.

SAINT-DIDIER

Il existe une liaison à Saint-Didier. Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

UNION REGIONALE RHONE-ALPES

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste organise une tournée de conférences sur le thème : « Prisons et luttes carcérales », avec Patrick et Jacques Lesage de la Haye, membres de la commission « Prisons » de la FA et animateurs de l'émission Ras-les-Murs (Radio-Libertaire) :

— le samedi 1er décembre, à 20 h, salle Pierre-Mendès-France, à Roanne (à l'initiative de l'association « Alternative ») ;

— le samedi 15 décembre, à 14 h 30, Maison de quartier Champfleury, à Bourgoin-Jallieu (à l'initiative du groupe FA de Bourgoin-Jallieu) ;

— le samedi 15 décembre, à 20 h 30, au Centre social (salle Emile-Romanet), à La Tour-du-Pin (à l'initiative de l'association « Contre-courant »).

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 73 de *Contre vents et marées* (journal d'humour anarchiste) vient de paraître. On peut l'acheter au prix de 5 francs, à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à l'association « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (Isère). L'abonnement est de 50 francs (les chèques sont à libeller au nom de l'association).

PRESSE

Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le journal *Encre noire*. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire et chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

Les dessins de la semaine

DIRE QUE J'AVAIS
PLACÉ EN ELLE
TOUS MES ESPOIRS!

Le sommet de Paris, vu par
Pascal Mary.



IL Y A TROP D'OTAGES
ETRANGERS RETENUS
EN FRANCE!



Le Pen de retour d'Irak.

AU SOMMET DE PARIS

Une bande bien organisée

La presse réputée grande ne manque généralement aucune occasion de dénoncer avec force les exactions des bandits qui braquent les banques, empochent la paye de l'honnête ouvrier ou réduisent nos vieux à la misère. Pourtant la presse réputée grande n'a pas vu le gang international qui se réunissait du 19 au 21 novembre, avenue Kléber, à Paris, narguant ainsi les pauvres du monde entier.

Ces maffiosi, je veux dire les chefs d'Etat, au nombre de trente quatre, n'avaient pas choisi de descendre à Argenteuil ou au val Fourré, où ils

auraient pu pourtant, voir de près cette justice sociale dont ils parlent tant. Auraient-ils peur du peuple ? Redouteraient-ils le jet de pierres, le crachat, l'injure ? Est-ce l'architecture des lieux qui leur sape le moral ? N'auraient-ils pas les moyens de se payer le restaurant aux Mureaux ? Un meublé à Nanterre ? Pourtant, leurs revenus semblent leur autoriser quelques extras.

Par exemple, François Mitterrand, l'un des chefs de la bande, empoche ses 35 663 F mensuels. Certes, c'est peu. Mais il s'agit là seulement d'argent de poche pour la gaudriole. Il

est logé, nourri, blanchi. Sans avoir à rétribuer le personnel, puisque c'est l'Etat, c'est-à-dire nous, qui lui fournissons les sept cent cinquante larbins indispensables à la tenue du ménage de l'Elysée. Sans compter les résidences secondaires de Marly, Rambouillet et Brégançon. Sans compter les siennes propres, dans les Landes, dans la Nièvre et rue de Bièvre à Paris, ce sympathique appartement de 12 millions de francs, (un milliard et deux cent millions de centimes) qui fait tant rêver les colleurs d'affiches du Parti socialiste !

Encore s'agit-il là d'un deuxième couteau, tout comme Mikhaïl Gorbatchev, qui ne palpe que 40 000 F mensuels, ce qui est quand même dix huit fois le salaire moyen du camarade travailleur soviétique. Sans compter l'appartement de fonction et les deux datchas, les avions, hélicoptères et autres véhicules aménagés. Sans compter les droits d'auteurs de ses livres, qui se montent à quelques milliards de centimes.

Le salaire des chefs

George Bush lui, n'est déjà plus un simple porte-flingue : ses 994 000 F annuels lui permettent d'acheter quelques souvenirs quand son travail le conduit dans les pittoresques favelles du tiers monde. Passons sur le Boeing 747 qui le transporte avec ses salles de bains, ses salons, sa clinique volante et ses quatre vingt cinq téléphones pour le cas où il lui pousserait soudain quatre vingt cinq paires d'oreilles. Signalons seulement ses deux petits milliards de centimes investis dans l'immobilier. Si les mauvais jours le conduisaient à liquider sa propriété de Kennebunkport dans le Maine, une petite cabane qui s'évalue elle aussi en milliards de centimes.

Margaret Thatcher, l'égérie de la bande se paye un petit salaire de dactylo : 539 000 F. mais ne la plaignons pas trop. Son Jules a réussi dans les affaires et il s'est mis à gauche deux petits milliards qui pourront servir

pour la retraite des vieux. Denis Thatcher ne se déplace évidemment qu'en Rolls. C'est encore ce qu'il y a de plus pratique ! Pour aller de Dulwich, une banlieue — mais pas comme à Ivry —, où il a un petit pied-à-terre de huit cent bâtons, jusqu'à sa propriété du Kent dont le prix n'est pas connu, mais elle n'est pas à vendre.

Dominique Bromberger, le journaliste à tête de nœud papillon qui rendait compte des activités de tout ce beau monde, à la niche devant l'Elysée, ne parvenait même pas à dégoiser une phrase entière sans bafouiller. La preuve que l'argent c'est mauvais pour la santé.

Guimou de la Tronche

Cours sur l'anarchisme

« Le mouvement anarchiste en France », le mercredi 4 décembre, 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Quelle solution finale pour les « déchets de basse humanité » ?, Impressions d'automne russe, Editorial.
PAGE 2 : Comprendre à l'heure du bilan, Le désordre du droit et la loi des plus forts.
PAGE 3 : « Déchets de basse humanité » face à la justice, Bande de vieux cons, Un 19 novembre bien ordinaire, En bref.
PAGE 4 : Frimas d'automne syndical, Bibliothèques en crise, CAPD : agir au lieu d'être !, Pour une alternative syndicale, En bref.
PAGE 5 : Squatt de la rue Ozanam, Un épicier nommé Désir, Skins lillois en accusation, Quelle solution finale... (suite de la une).
PAGE 6 : Impressions d'automne russe (suite de la une), Thatcher is out !
PAGE 7 : Sélection R-L, Un autre futur, « Blues en liberté », Daeninckx... le récidiviste, Rap et tags en amphes.
PAGE 8 : Dessins de la semaine, Sommet de Paris, Antimilitarisme, Infos FA.

ANTIMILITARISME

A propos du service militaire...

En raison de la baisse démographique des années 70, les armées vont devoir trouver les 60 000 appelés qui vont leur manquer. La solution est simple : il s'agit d'accorder moins d'exemptions, notamment en adoptant des normes d'aptitudes plus larges. Le taux d'exemptions du Service national qui était de 20% l'année dernière devrait, pour 1990, descendre à 15 ou 16% selon le *Monde* du 30 octobre 1990. Les dispenses à caractère social devraient également faire les frais de cette évolution qui se poursuivra probablement jusqu'à la fin du siècle.

Le général Fevai, directeur central du Service national, a déclaré dans la revue *Armée d'aujourd'hui* : « le problème est simple. Au début des années 70, la démographie française a chuté de 60 000 naissances-hommes (...). Il va donc falloir aller chercher ces 60 000 manquants parmi ceux qui étaient auparavant exemptés ou dispensés. Par exemple, des jeunes qui étaient auparavant exemptés médicaux tout à fait normalement jusqu'à présent feront tout de même un service national, avec un engagement physique moindre et plus de tâches bureaucratiques. Quant aux dispensés sociaux, nous avons déjà des cas de jeunes, mariés avec un enfant, qui font leur service ». En fait ce que ce vil personnage cherche à nous dire c'est : « le service militaire pour tous, sans exception ».

Et la réduction du service à dix mois qui fut présentée comme un cadeau aux futurs appelés vient renforcer le phénomène décrit précédemment. Cette réduction va dans « le sens d'une plus grande universalité du Service national » (locution du ministre de la Défense).

En fait, tout ceci, doit éveiller notre vigilance car, à ce rythme, les armées vont sûrement tenter de s'attaquer au statut des objecteurs de conscience.

Bertrand
(gr. Jean-Roger-Caussimon de Nancy)